

Le maître de demain, c'est dès aujourd'hui qu'il commande — Jacques Lacan



Lacan Quotidien

n° 729 — Mardi 27 juin 2017 — 22 h 17 [GMT + 2] — lacanquotidien.fr

Sommaire

Ce que ma sœur me dit
par François Regnault

L'avenir d'une illusion : une lecture rétrospective
par Catherine Lazarus-Matet

CHAMP FREUDIEN ANNÉE ZÉRO

Lore Buchner, Entendu ce samedi à la reprise du cours de JA Miller

DEBAT SIONISTE

Claudia Iddan, Israéliens et Jérusalem
Susana Huler, Réponse à Claudia

CRISIS IN VENEZUELA

Gustavo Zapata, ¿Laboratorios de paz o reingeniería psicológica?
Claudia Velásquez, la paradoja de la igualdad social y los gores singula

Lacan Cotidiano

Suplemento especial de Lacan Quotidien



Adriana Testa, Cristina de Bocca
AGGIORNAMENTO DE LAS ESCUELAS
Christiane Alberti, presidente ECF
DEBATE SIONISTA
Claudia Iddan, Susana Huler
LECTURAS
Dolores Castrillo

Ce que ma sœur me dit

par François Regnault

Ma sœur Anne Delbée, invitée récemment place du Colonel Fabien, siège du Parti communiste français, à dire des poèmes d'Aragon de son choix, dans une séance visant à protéger *L'Humanité*, le journal historique du PCF menacé de disparition, elle qui fut un moment présidente de l'Union des Femmes françaises, n'a pu s'empêcher de me communiquer le sentiment qu'elle avait que quelques strophes d'un poème d'Aragon qu'elle y récita lui semblaient s'appliquer au chef de la France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, corrupteur de la jeunesse de notre temps. Les voici :

« Quand je pense à ce qu'ils disaient avant l'épreuve
La superbe l'éclat les refus claironnés
Cette candeur de feu cette exigence neuve
Pile ou face à tout bout de champ qu'il vente ou pleuve
Pour un oui pour un non toute la destinée

Et puis je les rencontre après les ans d'orage
Dans cette face éteinte où flambe le défi
Qu'ont-ils feint qu'ont-ils fui quels affronts quels outrages
Pour tomber dans quel gouffre et subir quel naufrage
Quelle faim leur a fait cette biographie

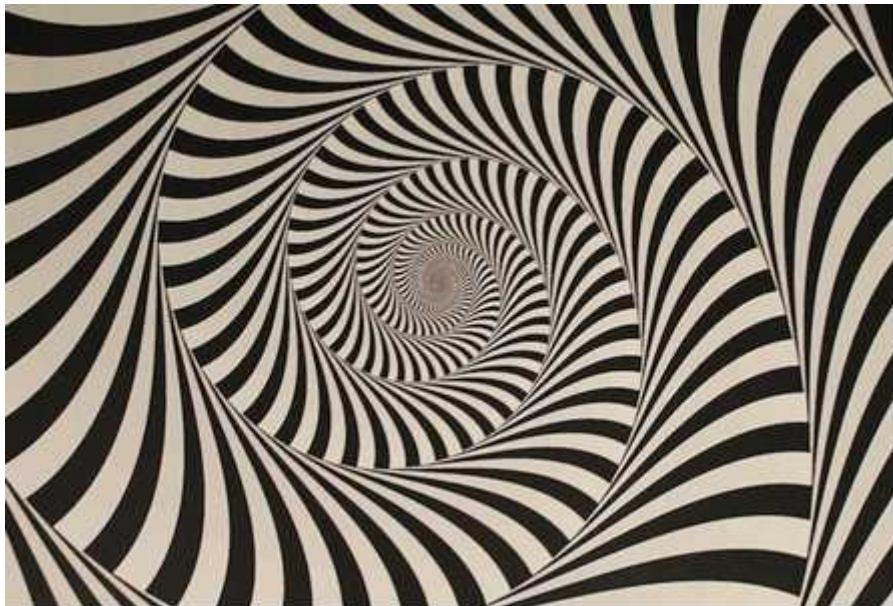
Il y en a qui font semblant par habitude
Ils ont la bouche impie et le geste insurgé
Leur doute est devenu doucement certitude
Il sont les habitants de leur inquiétude
Si l'on s'en tient aux mots pour eux rien n'est changé »

Le poème, sans titre, qui commence par ce vers « Ce qu'il m'aura fallu de temps pour tout comprendre », est tiré du *Roman inachevé* (1956).



L'avenir d'une illusion : lecture rétrospective

par Catherine Lazarus-Matet



Freud hérétique

Freud est un hérétique. Il l'écrit, en 1927, dans *L'avenir d'une illusion*. C'est de naissance, pourrait-on dire : « quand on est placé, dès son jeune âge, au-dessus de la désapprobation de ses contemporains, en quoi cette désapprobation peut-elle importer, lorsqu'on est devenu un vieillard, et qu'on est certain d'être bientôt soustrait aux effets de la faveur ou de la défaveur des hommes ? » (1).

Alors pourquoi ne s'attaquerait-il pas à ce qui est considéré comme la plus haute valeur morale de l'humanité, la religion ? Pourquoi, en ces temps où le national-socialisme prospérait, ne s'inquièterait-il pas de l'avenir ? Il ne dit rien de tel, mais écrit au tout début de cet essai que les hommes « vivent le présent d'une façon pour ainsi dire ingénue, et sont incapables d'estimer ce qu'il apporte ; le présent doit acquérir du recul, c'est-à-dire être devenu le passé, avant de pouvoir offrir des points d'appui sur lesquels fonder un jugement relatif au futur » (2). J'entends ici cette évocation de l'ingénuité, de la naïveté, comme un appel au réveil, tel qu'il a sonné quand l'élection d'une héritière de forces obscures nous est apparue comme « possible ».

Freud l'hérétique se donne ici pour tâche de « réconcilier les hommes avec la civilisation » (3), sans utopie, en visant à « remplacer les succès du refoulement par les résultats du travail rationnel de l'esprit » (4). Il se montre ici sous divers accents dont certains très actuels : des accents *melenchoniens*, des accents *macroniens*, des accents anti-nationalistes, des accents philosophiques et anti-philosophiques, des accents antoclériaux – pas simplement athées –, et des accents féministes. Lui qui a défini trois tâches impossibles – éduquer, gouverner, psychanalyser – se présente certes ici en psychanalyste, mais aussi en éducateur et en garant de ce que se doivent d'être les institutions politiques, proposant un traitement de l'impossible par la rationalité réaliste pour ouvrir une brèche face aux illusions qui guident les hommes et ainsi avoir une chance de les éléver.

Un écrit de politique psychanalytique

L'avenir d'une illusion est un écrit politique qui part d'un constat : l'incapacité de la religion à régler les problèmes des sociétés humaines. La civilisation supposant des contraintes pour son maintien et sa moralité, les hommes, insatisfaits, privés de biens et restreints dans leurs pulsions, et par nature destructeurs, s'y opposent. Pour Freud un modèle de société peut être pensé qui ne prendrait pas appui sur l'illusion des dogmes religieux, dont il veut montrer dans cet ouvrage la base psychologique.

Freud est un hérétique qui prône une morale pour la civilisation, celle, pour le dire de façon caricaturale – mais il l'écrit –, de l'éducation sexuelle à l'école plutôt que celle du catéchisme : « Les deux points principaux des programmes pédagogiques actuels ne sont-ils pas de retarder le développement sexuel de l'enfant et de le soumettre de bonne heure à l'influence de la religion ? Quand alors l'enfant s'éveille à la pensée, les doctrines religieuses sont déjà devenues pour lui inattaquables. » (5)

Freud va ainsi s'interroger sur la prétendue valeur civilisatrice des doctrines religieuses, celles de la chrétienté occidentale et s'interroge sur leur force. Comment comprendre leur puissance quand ce n'est pas la raison qui la commande ? Comment en comprendre la longévité quand les hommes souffrent des sacrifices imposés par la civilisation – le labeur, la limitation des instincts, les conflits –, quand elle ne rend pas les hommes si heureux, ou seulement une fois morts ? Un développement serré en cherchera donc les fondements psychiques et Freud conclura par sa conception de la religion comme névrose obsessionnelle générale, de même structure que celle de l'enfant, fondée sur le dévouement au père suite à son meurtre, un père désormais idéalisé qui apporte consolation et protection devant l'*Hilflosigkeit*, la détresse d'origine de l'individu ou le désarroi comme la traduction de Bernard Lortholary en a fait le choix.

Freud, considérant la religion comme dangereuse pour l'humanité par son interdiction de penser par soi-même, de grandir, lui préfère le savoir, la connaissance, la force des institutions pour permettre une communauté de vie civilisatrice. Il cheminera vers la nécessité de la raison psychanalytique, plus à même de régler l'angoisse foncière de l'être humain. Clotilde Leguil, dans sa préface à la traduction évoquée, résume ainsi l'apport de Freud : « L'originalité de la thèse de Freud en 1927 est de définir la religion non pas à partir d'un renoncement aux désirs, d'une aspiration au sacrifice de soi ou d'un idéal ascétique mais au contraire à partir de l'accomplissement d'un désir (...). Un dogme religieux est une représentation qui nous procure une satisfaction, laquelle explique le lien d'amour que l'on entretient avec elle. » (6) Freud le dit ainsi : les représentations religieuses « qui se donnent pour des dogmes, ne sont pas des précipités d'expériences ni des résultats d'une pensée, ce sont des illusions, des accomplissements des désirs les plus anciens, les plus forts, les plus urgents de l'humanité ; le secret de leur force est la force de ces désirs. » (7)

Quand Freud prend parti

Pour Freud, une croyance est une illusion quand l'accomplissement du désir prend le pas sur la réalité. Il la rapproche de l'idée délirante, coupée de la réalité. Que le Messie apporte un âge d'or sera une illusion pour certains, une idée délirante pour d'autres (8). La face ancienne et violente de cette croyance est celle du « *creo quia absurdum* » des Pères de l'Église, apportant comme solution à l'impossible à démontrer la croyance, coupée de la raison.

Sa face plus moderne, plus subtile, mais proche de la précédente, est celle de la philosophie du « comme si » de Hans Vaihingen (9) : faisons comme si c'était vrai, croyons à une fiction. En ce point *Freud antiphilosophe* se lève, lui que nous voyons par ailleurs, comme le souligne Cl. Leguil, suivre Marx dans sa conception de la religion et approuver Kant sur l'accès de l'individu à la majorité par son propre entendement. Cette exigence est « telle que seul un philosophe peut la faire valoir. L'homme qui n'est pas influencé dans sa pensée par les artifices de la philosophie ne l'acceptera jamais. » (10) C'est un *Freud antinationaliste* qui illustre ainsi ce qu'est une illusion : « On peut qualifier d'illusion l'assertion de certains nationalistes, assertion d'après laquelle les races indo-germaniques seraient les seules races humaines susceptibles de culture » (11). Ailleurs, il évoque, avec son interlocuteur contradicteur, qu'il n'y a guère de risque pris avec la publication de ce livre. Cela peut surprendre face à l'audace inouïe qui consiste à s'attaquer au fondement de la société de son temps. Il évoque tout au plus une interdiction de le diffuser et de le traduire. Il ajoute : « Bien entendu, écrit-il, cela arrivera justement dans les pays qui ne doutent pas du niveau élevé de leur culture » (12). Si le racisme ne peut s'afficher aujourd'hui comme avant et a glissé vers le refus de la culture de l'autre, de l'étranger, comme Marine Le Pen en a abreuillé ses partisans, les propos freudiens trouvent ici un écho très actuel.

Quant aux *accents melenchoniens* de Freud, limités, critiques envers le communisme russe et la révolution, ils se lisent dans le constat manifeste de l'injustice sociale, devant le statut des opprimés. Réginald Blanchet évoquait récemment dans *Lacan Quotidien* (13) ce passage que nous avons nous-même relevé devant les propos de Freud sur la pulsion de destruction (14) : « tant qu'une civilisation n'a pas dépassé le stade où la satisfaction d'un certain nombre de membres a pour condition l'oppression des autres, qui sont peut-être la majorité, et c'est le cas de toutes les civilisations actuelles, il est compréhensible que ces opprimés développent une hostilité intense envers la civilisation qu'ils rendent possible par leur travail, mais dont les biens ne leur échoient que pour une petite part ». Freud ajoute que les meilleurs lots qui induisent ces insatisfactions prouvent ainsi également leur hostilité, latente (15). Mais chez Freud pas de binaire peuple/élite, pas de populisme, mais un binaire majorité (opprimée)/minorité (favorisée).

Il y a un paradoxe, qui fait impasse et que Freud énonce ainsi : « La civilisation doit (...) lutter contre l'individu », constat étonnant car ce sont les individus qui mettent en place cette civilisation. « Il est curieux que les hommes, qui savent si mal vivre dans l'isolement, se sentent cependant lourdement opprimés par les sacrifices que la civilisation attend d'eux pour leur rendre possible la vie en commun ».

C'est un *Freud macronien pragmatique*, un peu, qui propose une sortie possible de l'impasse. Si l'homme est foncièrement mû par ses pulsions destructrices, « seule l'influence d'individus modèles qu'elles (les masses) reconnaissent comme leurs chefs peut les inciter aux travaux et aux privations qu'implique le maintien de la civilisation. Tout est bien si ces chefs sont des personnes douées d'une vue supérieure sur les nécessités de la vie et sont parvenus à dominer leurs propres désirs pulsionnels ». Et, ajoute-t-il, pour contrer le régime des passions humaines, « de nouvelles générations, éduquées avec gentillesse et dans le respect de la pensée, ayant connu précocement les bienfaits de la civilisation, auront aussi un autre rapport avec elle, la ressentiront comme étant leur bien propre et seront prêtes à lui faire, en termes de travail et de satisfaction des pulsions, les sacrifices nécessaires à sa conservation. Elles se passeront de contrainte et se distingueront peu de leurs chefs. » (16) Il ajoute aussi que ce n'est pas fait et pose qu'une société sans malaise sera impossible.

Un *Freud éducateur sceptique* apparaît alors. Si la religion est la névrose obsessionnelle de l'humanité, s'en dégager suppose que « notre attitude devrait prendre pour modèle le comportement d'un éducateur intelligent, qui ne s'oppose pas à une transformation imminente, mais cherche à la favoriser et à canaliser la violence de son irruption » (17). Mais à la suite des considérations précédentes sur ces « chefs supérieurs, intransigeants et altruistes nécessaires pour agir en éducateurs des générations futures » (18), devant ce « plan grandiose et capital pour l'avenir », il note que « les limites de l'éducabilité humaine restreignent aussi l'efficacité d'un tel changement de la civilisation », et qu'« un certain pourcentage de l'humanité restera toujours asocial » (19). Ce serait déjà beau de réduire à une minorité la majorité hostile (20), grâce à « une éducation en vue de la réalité » (21).

Notons aussi un *Freud féministe* pour qui, si l'on considère à son époque que les femmes ont une moindre intelligence, – ce qui est discutable, précise-t-il ! – , c'est qu'elles « continuent à souffrir de l'interdiction rude et précoce de porter leur esprit sur les problèmes qui les auraient le plus intéressées : ceux de la vie sexuelle ». En conséquence elles sont souvent le vecteur de la transmission de la religion (22).

Dans ce fil, se présente un *Freud anticlérical et garant de la moralité*, qui a fait du pasteur Pfister (23) son contradicteur imaginaire, et considère que « de tout temps, l'immoralité a trouvé dans la religion autant de soutien que la moralité » (24), le rachat du péché étant inclus dans la bénédiction divine, et les prêtres se faisant « à demi complices » des écarts de conduite fautifs. La religion apparaît là radicalement comme force contre-civilisatrice, comme « pompe à jouissance » pour son propre compte.

Enfin, un *Freud croyant* est bien sûr présent croyant dans les progrès de la science pour écarter les hommes des doctrines sans preuve sur la conception de l'univers, une *Weltanschauung*, et croyant en la psychanalyse, un *Freud lacanien* qui conclura sa démonstration sur le vœu de prévalence rationnelle du dieu Logos pour l'avenir de l'humanité. Le Logos pour traiter la détresse dans un monde sans Dieu. Le projet de Freud pour l'analyse aurait-il un air d'illusion ? Oui, pour s'être fondé sur son désir le plus profond. Oui, quand l'illusion n'est pas une erreur et qu'elle a de l'avenir.

Ce texte, sollicité auprès de l'auteure par Jacques-Alain Miller pour la séquence « *Le Point de capiton* » de son séminaire, a été discuté le 24 juin 2017.

1 : Freud S., *L'avenir d'une illusion*, trad. M. Bonaparte revue par Freud, PUF, 1971, p. 52.

2 : *Ibid.*, p. 8.

3 : Freud S., *L'avenir d'une illusion*, trad. B. Lortholary, préfacée par C. Leguil, Points, 2011, p. 100.

4 : *Ibid.*, p. 99.

5 : Freud S., *L'avenir d'une illusion*, trad. M. Bonaparte, *op. cit.*, p. 67.

6 : Leguil C., « Préface », *L'avenir d'une illusion*, trad. B. Lortholary, *op. cit.*, p. 27.

7 : *Ibid.*, p. 78.

8 : *Ibid.*, p. 80.

9 : Vaihingen H., *Die Philosophie des Als Ob*, Reuther & Reichard, Berlin 1911, 7. und 8. Auflage, Meiner, Leipzig 1922. Éd. française : *La philosophie du comme si*, Revue Philosophia Scientiae, Archives H. Poincaré, 2008.

10 : Freud S., *L'avenir d'une illusion*, trad. B. Lortholary, *op. cit.*, p. 75-76.

11 : Freud S., *L'avenir d'une illusion*, trad. M. Bonaparte, *op. cit.*, p. 44.

12 : *Ibid.*, p. 52.

13 : Blanchet R., « Le parti freudien aujourd'hui », *Lacan Quotidien*, n° [645](#), 29 mars 2017

14 : Freud S., *L'avenir d'une illusion*, trad. B. Lortholary, *op. cit.*, p.49-50.

15 : *Ibid.*, p. 48-49.

16 : *Ibid.*, p. 43.

17 : Freud S., *L'avenir d'une illusion*, trad. B. Lortholary, *op. cit.*, p. 98.

18 : *Ibid.*

19 : *Ibid.*, p. 43-44.

20 : *Ibid.*, p. 44.

21 : Freud S., *L'avenir d'une illusion*, trad. M. Bonaparte, *op. cit.*, p.70.

22 : *Ibid.*, p. 68.

23 : Freud S., *Correspondance avec le pasteur Pfister, 1909-1939*, Gallimard,1991.

24 : *Ibid.*, p. 54.

CHAMP FREUDIEN ANNÉE ZÉRO

Entendu ce samedi à la reprise du cours de JA Miller

par Lore Buchner

« Tout recommence, sans être détruit, pour être porté à un niveau supérieur. » (1) Voilà comment JAM 2 nous a invités à le rejoindre à la reprise tant attendue de son cours. Une bouffée d'air frais circule autour de la salle de l'École de la Cause freudienne (ECF) qui nous accueille pour cette intense journée de travail organisée en trois moments précis :

1. « **Le point de capiton** », consacré aux liens entre la psychanalyse et la politique, nous mène à réfléchir sur la période écoulée au sein de l'École depuis le 1^{er} mars 2017 et sur les perspectives qu'elle dessine. Sous ce titre, le cours proprement dit se déroule. Il donne lieu ensuite à la conversation à partir des trois exposés, diffusés précédemment, rédigés par Anaëlle Lebovits-Quenehen, Hervé Castanet et Catherine Lazarus-Matet (2).
2. « **L'Oracle de Lautréamont** », séquence orientée par l'affirmation du poète : « La poésie doit être faite par tous. Non par un », à laquelle JAM ajoute « comme la politique » (3), invite à étudier les liens entre la poésie et la politique. Après une introduction de JAM sur Lautréamont, nous nous laissons enseigner cette fois-ci par Guennadi Gor (poète russe contemporain), James Joyce, la querelle Quevedo-Gongora et finalement par l'italien Leopardi. Les contributions ont été respectivement confiées à Nathalie Georges-Lambrichs, Olivier Livtine (récent traducteur de *Musique de chambre*), Miquel Bassols et Cinzia Crosali.
3. « **L'Édit du Comité d'éthique** » prend la forme d'une table ronde où François Ansermet nous met à jour sur les controverses impliquées par la demande de « procréation pour tous », ce qui constitue pour lui un point de jonction de la psychanalyse et de la politique. Il propose de faire appel à la psychanalyse pour penser le futur. Son ouverture est suivie des exposés d'Éric Laurent, de Philippe La Sagna et de Nouria Gründler. Celle-ci nous montre encore ces controverses à la lumière d'un cas de sa pratique.

Le cours de JAM est donc marqué par cette évidente orientation à assumer notre part au regard de la psychanalyse, tel que Lacan l'a fait en choisissant de rétablir la vérité freudienne au sein de son École. « Année Zéro » devient ici le point de capiton qui nous permet d'interpréter cette nouvelle période, dont le point de départ a été une mise en question, au fondement même du discours analytique. L'active intervention de l'ECF lors des dernières élections présidentielles constitue un événement inédit dans l'histoire de la psychanalyse.

JAM nous rappelle à ce propos le moment où Lacan a décidé de dissoudre l'École freudienne de Paris (EFP) pour que l'ECF prenne sa relève. Depuis le début, le Champ freudien a joué la partie de Lacan.

Deux signifiants sont liés à ce qui s'est passé dans l'École en 2017 : l'*engagement* et le *choix*. Tous deux s'opposent à la notion qui définissait traditionnellement la position analytique : la *neutralité*, entendue comme « ne pas prendre parti ». Celle-ci se réfère notamment à ce que Freud a formulé

en 1915 dans ses « Observations sur l'amour de transfert » et qu'il a nommé l'*indifférence*. JAM procède donc à situer ce qui est en jeu dans l'engagement et ce que comporte, de la part de l'analyste, l'indifférence.

D'un côté, *l'engagement*, dont la source est la *résolution* heideggérienne à anticiper une action, et *l'Augenblick* comme source à son tour de « l'instant de voir ». Il s'agit de ce qui relève du registre du *choix* et du *goût*, soit d'un choix enraciné dans la jouissance du corps, dans le symptôme.

D'un autre côté, le *gleichschwebende Aufmerksamkeit* freudien, l'attention flottante, attitude qui consiste à mettre sur tout un suspens égal afin d'éviter de concentrer l'attention sur des points sélectionnés *a priori* (par exemple, sur la sexualité). Cette attention égale de l'analyste est la contrepartie de l'exigence que l'analysant dise sans choisir. La position « standard » de l'analyste dans la cure a été étendue à sa position dans l'espace social, en tant que *celui qui ne choisit pas*.

Dans l'Antiquité, cette attitude était l'objet d'une ascèse philosophique, celle de l'école sceptique, visant à atteindre un point d'indifférence, pour se libérer des liens qui nous attachent aux objets du monde. Le philosophe sceptique était animé par un désir de tranquillité. Rien ne peut être plus éloigné de ce que JAM nous propose aujourd'hui.

C'est le désir de l'analyste tel que Lacan l'a formulé qui peut faire la lumière sur cette tension. Dans son énonciation, dit Lacan, l'analyste fait de son être un *x* dont la valeur reste inconnue, à trouver pour le sujet, et JAM note qu'il faut voir dans ce *x* l'indifférence au sens de Freud. L'analyste se sert de l'indifférence comme d'un moyen. Si le désir de l'analyste « n'est pas un désir pur » chez Lacan, c'est parce que la position analytique n'est pas une position sceptique : à la base, il y a un choix. L'analyste n'est pas neutre, il a une éthique, ce qui inclut la politique.

Enfin, la référence qui encadre cette première leçon est la page 321 des *Écrits*, à laquelle JAM consacre un déploiement approfondi. La célèbre phrase, « Qu'y renonce donc plutôt celui qui ne peut rejoindre à son horizon la subjectivité de son époque », trouve maintenant une lecture actualisée. Hegel parlait déjà de « l'esprit du temps », parce que chaque époque a sa subjectivité, ce qui dessine sa cohérence.

Faut-il parler d'« une » subjectivité ou de « la » subjectivité ? JAM nous le demande, et opte pour la seconde formule. Le sujet n'est pas l'individu, il est le négatif de l'individu, il est vide. La subjectivité, cependant, est transindividuelle, tel que Lacan l'a énoncé déjà au début du « Rapport de Rome » en parlant de la « réalité transindividuelle du sujet ». À une époque donnée, on a en commun le même esprit. On comprend alors que chaque époque opère comme une limite qui constraint. En ce sens, JAM considère que le sophisme lacanien des trois prisonniers est paradigmique : trois individus, une subjectivité. De manière analogue, chacun est aussi prisonnier de son époque.

Pour conclure et pour passer à la conversation, JAM souligne qu'il y a dans cette page l'esquisse de ce qui sera la passe, l'idée que l'analyse se conclut avec une *mise en acte*. Vis-à-vis de l'urgence, de la subjectivité de son époque, c'est également une mise en acte qu'a faite l'ECF cette année. C'est pour cela que JAM ne conclut qu'en nous laissant en attente de ce que sera désormais *la passe de l'École-sujet*.

1 : Miller J.-A., « Champ freudien, Année zéro », *Lacan Quotidien*, n° 718, 11 juin 2017.

2 : Vous pourrez lire dans *Lacan Quotidien* des versions courtes de certains de ces textes. Cf. Lebovits-Quenehen A., « Aujourd'hui : depuis hier et pour demain », *LQ*, n° 728, 27 juin 2017 ; Lazarus-Matet C., « *L'avenir d'une illusion* : lecture rétrospective », *LQ*, n° 729, 28 juin 2017.

3 : Miller J.-A., « Champ freudien, Année zéro », *Lacan Quotidien*, n° 721, 15 juin 2017.

DEBAT SIONISTE

ISRAELIENS ET JERUSALEM

par Claudia Iddan

Je suis juive, je le sais dans mon corps.

Ma collègue Susana Huler, comme tant d'autres un peu partout, a l'habitude, dirais-je, d'utiliser le terme « juifs » à la place d' « Israéliens ». Je réfute cette approche avec laquelle je suis en désaccord. Elle a décrit une première fois Israël, ou plutôt les juifs, en particulier ceux qui font partie du gouvernement, de façon un peu caricaturale sous la forme de l'assemblage d'un smoking avec des pantoufles. La deuxième fois, il était question des juifs et de la démocratie.

De toute évidence, il y a des juifs en Israël, mais je considère qu'à partir du moment où l'on habite ce pays on devient citoyen israélien. Par conséquent on parle du conflit israélo-palestinien et pas « juif-palestinien ». Dans la situation actuelle, mettre l'accent sur le terme « juif » reviendrait à accepter l'argument du parti national-religieux dans son insistance à vouloir souligner le caractère juif de l'État, ce qui crée une ligne politique dont le résultat aboutit à une ségrégation entre les différentes populations. Cette argumentation s'oppose radicalement à la Déclaration d'Indépendance qui établit l'égalité des droits de tous les citoyens « sans aucune distinction de religion, de race ou de sexe ».

Si l'on tient compte également du fait que les extrémistes religieux hissent la Loi juive au rang de Loi de l'État et que les ultra nationalistes cherchent à imposer des limites territoriales basées sur les textes bibliques, ce que l'on appelle le « Grand Israël », il est essentiel de maintenir un discours qui tienne compte des droits civiques en séparant l'État et la religion afin de protéger les principes de la démocratie et la liberté d'expression.

La démocratie s'applique aussi aux relations avec l'autre, qu'il s'agisse des droits des citoyens dudit pays ou des droits d'un autre peuple, présent dans cette région. Dans le conflit que nous vivons, il s'agit des droits de deux peuples. Il convient de rappeler ici qu'il s'agit de deux peuples du Moyen Orient, historiquement et culturellement éloignés d'Europe et d'Amérique, même si eux-mêmes se définissent comme occidentaux.

Les cinquantes années de conquête territoriale soulèvent certains points de capiton autour des événements passés. Aujourd'hui, il est possible de lire des articles qui éclairent ces évènements ainsi que la politique du gouvernement israélien juste après la victoire de la guerre des Six jours et sa décision d'annexer les territoires, en particulier ceux de Jérusalem-est, et ceci malgré les lois internationales. Devenue accessible, cette information nous a malheureusement permis de mettre en évidence les intentions et le caractère durable de cette conquête, présents dès le début. On sait l'effet d'euphorie que le triomphe de la bataille et la conquête de la vieille ville ont causé. L'armée et le gouvernement étaient fascinés par la réalisation de ce vieux rêve du peuple juif : se retrouver face au mur des Lamentations, être dans le cœur de *La Ville*. Mais, il va de soi qu'un mur et une prière ne peuvent remplacer la démocratie, ni représenter une justification qui « légitime » la conquête.

Ainsi la ville de Jérusalem incarne le symptôme social et politique de ce pays : son être une ville limitrophe *soi-disant unifiée* après ces cinquante années, son être la ville « Sainte » pour les trois religions monothéistes, son être hétérogène par rapport à ses habitants, laïques, religieux-musulmans et divers groupes ethniques. Le statut de cette ville est la clé de voûte du conflit et l'issue dépendra de son sort : capitale d'Israël, capitale de l'État palestinien, ville « divisée » de nouveau ou statut international ?

Réponse à Claudia

par Susana Huler

Je n'ai pas dit « juif » en référence aux Israéliens. J'ai dit « juif » en référence à moi-même et aux juifs d'ici. Utiliser l'humour sur moi-même et sur les autres juifs me soulage du poids de mon moi et de mon être de juive. Je n'utiliserais pas l'humour pour me référer aux chrétiens ou aux musulmans. Cela ne m'apporterait aucun soulagement, bien au contraire, comme nous le savons déjà.

La séparation de l'État et de la religion n'est pas si réelle en Israël. C'est un « devoir-être », mais cela n'existe pas vraiment. Nous en avons des exemples douloureux : pourquoi avons-nous construit une démocratie sans Constitution ? Pourquoi Israël est-il resté sans limiter le pouvoir du gouvernement par la garantie d'une Constitution ?

L'un des motifs est qu'au moment où l'État a été déclaré, la guerre a éclaté. La lutte contre les pays arabes a eu comme conséquence de reporter la réflexion sur la manière dont nous voulions être, pour nous préoccuper seulement d'exister, de survivre.

Mais une fois finie la guerre de 1948, la rédaction d'une Constitution a été reportée pour éviter la confrontation avec les religieux autour du nom « juif ». Il était clair que les fondateurs voulaient un État-nation et non un pays religieux. Une Constitution aurait enflammé le conflit entre la loi de l'État et la Halajah. Mais il n'y a pas eu d'élaboration claire (je ne sais pas si cela est possible) autour des implications de la création d'un état juif.

Aujourd'hui il est plus clair que jamais que nous ne devons pas laisser le nom « juif » aux mains des religieux. Il est clair aussi que le nom « Israélien » ne résout pas les différences entre les ethnies et religions qui habitent notre pays. Nous devons inventer un mode de reconnaissance et respecter les différences sans effets ségrégatifs. Différencier n'est pas ségrégérer, bien qu'il y ait des différences qui impliquent des problèmes très difficiles à résoudre, comme celle entre le concept d'État-nation, étrange au Moyen Orient historique, et la conception d'une vie régie par la Halaja ou la Sharia.

Pour tout cela, je ne suis pas d'accord avec la proposition de faire de Jérusalem la clé du conflit. Je choisis plutôt ce qu'Antonio Di Ciaccia nous a emphatiquement conseillé : ne pas entamer de négociation à partir de Jérusalem ! Son passage par le Vatican, je crois, l'a rendu sage en ce qui concerne le danger que la parole de Dieu enferme.

Traduction : Valeria Sommer



CRISIS IN VENEZUELA

¿Laboratorios de paz o reingeniería psicológica?

Gustavo Zapata

Venimos acá para denunciar una situación que de cristalizarse como está planteada, vulneraría de manera flagrante los artículos 5, 18 y 19 de la Declaración Universal de los Derechos Humanos, referidos a la tortura y tratos crueles e inhumanos, a las libertades de pensamiento, conciencia, religión, opinión y expresión, y configurarían abiertamente un delito de lesa humanidad.

A partir de las últimas dos semanas de mayo y la primera de junio, fuimos testigos de una operación de propaganda sistemática, orientada a presentar la legítima protesta de los ciudadanos contra la ruptura del orden constitucional por parte del TSJ y del Gobierno, como una acción vandálica, violenta y calificada a la ligera como “terrorista”, destacando especialmente la presencia de jóvenes y menores de edad en las acciones de calle. Se trataba de construir una narrativa según la cual la dirigencia opositora manipula jóvenes para utilizarlos en acciones violentas contra el gobierno.

El lunes 12 de junio se instaló en Caracas un foro a puerta cerrada en la sede de la Cancillería llamado “I Foro Internacional de Psicología, Violencia y Operaciones Psicológicas” con la participación de once “expertos internacionales” para “abordar el tema de la violencia que sectores de derecha han pretendido instaurar en el país” según la nota de prensa de los portales del sistema nacional de medios públicos. El encargado de instalar el Foro, el señor Ernesto Villegas no dejó dudas respecto de la función de este Foro: dar un barniz “científico” y “técnico” a la narrativa del régimen con el fin de criminalizar y patologizar las acciones que los ciudadanos estamos llevando adelante desde hace casi tres meses en las calles de Venezuela. En la instalación del Foro el señor Villegas se hace acompañar por representantes del colectivo “Psicólogas y psicólogos por el Socialismo” que fueron los que auspiciaron el evento, instando a la comunidad internacional a tomar la guerra psicológica en Venezuela como área de estudio. Horas más tarde, la opinión pública fue testigo de un episodio en el que en el mismo sitio en el que se realizaba una actividad de protesta de la oposición, un grupo de encapuchados incendiaron las oficinas de la Dirección Ejecutiva de la Magistratura y destrozaron una agencia bancaria, sin que los organismos de seguridad del estado, presentes en el sitio, hicieran nada para impedirlo, como ya se había producido en otras ciudades y en otros espacios de la misma ciudad de Caracas. Doce personas fueron detenidas, y contraviniendo la calificación de la fiscalía, fueron imputadas por la jueza de terrorismo, entre otros cargos, en consonancia con la calificación que desde el partido PSUV y el gobierno se ha hecho de las personas que están protestando en la calle hace más de ochenta días, y por extensión a todo al que se ha opuesto al gobierno desde el año 2000.

Como parte de esa operación, algunos de esos “especialistas” se presentaron en el programa *La hojilla*, reforzando los “argumentos” para la patologización de la protesta de la ciudadanía, caracterizada como de la “derecha” o “ultraderecha”, ofreciendo incluso recomendaciones para “soluciones” penales y “científicas”.

Durante el foro, una psicóloga venezolana proporcionó más argumentos pseudocientíficos a la iniciativa del régimen para tratar de regular las redes sociales, y al mismo tiempo, reforzó la tesis de la patologización de la diferencia, mientras que otra, también venezolana, alimentó la propaganda con unas afirmaciones que, tras una lenguaje pseudoerudito y enrevesado, claramente convalidaba la asociación de la protesta contra el régimen con el terrorismo diciendo del joven que protesta que “lleva en sus manos y en su morral aquello que lo introduce en una línea que mundialmente lo ubica como terrorista”. Los elementos a los que alude la supuesta especialista son: máscaras antigás, piedras, gasas, algodón, alcohol, antiácido y efectos personales.

El mismo día miércoles 14 de junio, luego que se clausurara el conciliáculo de psicólogos de "once países más Francia" en la sede de la Cancillería con la lectura de un documento de conclusiones y recomendaciones de veinte puntos entre los que se debe destacar el segundo: "El uso de la psicología para la paz, la promoción de la salud mental y el desarrollo pleno de la sociedad, y a tales fines, proponemos la creación de Laboratorios para la Paz, con el fin de contribuir de manera persistente a alejarlos de la lógica de la guerra"; en la tarde el señor Maduro anunciaba la creación de unos "Laboratorios de Paz" para "un plan de recuperación especial" de unos 40 jóvenes capturados en las protestas que ayudarían "captando a otros".

No es la primera vez que el régimen hace pública la ecuación según la cual el que piensa diferente no lo hace porque es libre y es su derecho, sino porque su propia mente no le pertenece, y quiere hacer del adversario político un enfermo mental que debe ser tratado y curado. Lógica que funciona incluso para caracterizar al así llamado chavismo crítico, como han hecho recientemente con la Fiscal. Ya hace unos diez años enfrentamos y logramos detener un proyecto de ley de salud mental que estaba impregnado de esa ambición. De nuevo hoy rechazamos tajantemente, por canallesco, el uso de las categorías psicopatológicas como fórmula para descalificar al adversario político.

Lo novedoso es que, habiendo instalado un mecanismo totalitario de criminalización de la diferencia con el uso de los tribunales militares para juzgar civiles, ya cuenta con una población experimental para avanzar en un dispositivo de reingeniería psicológica a través de los "Laboratorios de Paz" con el uso de "la psicología como ciencia". Los relatos de los jóvenes apresados y posteriormente liberados por el régimen dan cuenta de un uso sistemático y ordenado de la tortura como mecanismo para quebrar la voluntad de los prisioneros, y los antecedentes históricos permiten deducir muy bien de dónde viene y hacia dónde va esto: un dispositivo similar al experimento Pitesti, conocido también como Genocidio de las almas, llevado adelante por el comunismo en Rumania a finales de los años cuarenta y principios de los cincuenta, o los campos de reeducación rusos en Siberia, conocidos como Gulags.

Es preciso entonces asumir una posición frontal ante este nuevo giro siniestro de la política del régimen. Sabemos que ese último y codiciado reducto de la libertad individual es tan complejo como frágil y los estragos de una operación de reingeniería psicológica son difíciles de tramitar y, en cierto punto, inasimilables. En tal sentido, creemos necesario denunciar para tratar de detener lo que a todas luces es una política lesiva de la libertad y la dignidad humanas, injustificable e irreductible por postura teórica alguna, pues las disciplinas que se ocupan de la salud mental deben estar al servicio de las libertades de los ciudadanos y no de arrebatos totalitarios de ningún signo ideológico.

Venezuela o la paradoja de la igualdad social y los goces singulares

Claudia Velásquez

Hoy Colombia recibe desde *Venezuela* ciudadanos de todas las *procedencias sociales* que encuentran en el *exilio* la única manera de resolver el *desastre social* al cual hoy están sometidos.

Venezuela

Venezuela. Para tantos, otrora el país de la bonanza económica, el país donde se mezclaron inmigrantes que en el siglo XX llegaron de múltiples procedencias para soñarla como un nuevo Dorado, con venezolanos de vieja data de características diversas. Emerge así una nación de contrastes, donde las oportunidades para muchos eran claras pero, donde a su vez se instalaron desigualdades sociales muy profundas. En este contexto aparece el caudillo. Chávez se consolida bajo la convicción de erradicar desigualdades, impulsando un nacionalismo singular con la figura de Bolívar y donde también emergieron afanes justicieros, que reemplazaron la comprensión de lo que rige la historia. El sueño bolivariano, apoyado en la inmensa riqueza que genera el petróleo, a la muerte de Chávez cae en manos de quienes, con esquemas simplistas son incapaces de manejar una crisis generada en la baja espectacular de los precios del petróleo y en su propia incapacidad para entender las lógicas del mundo contemporáneo. Instalados en la certeza de verdades elementales lanzan a Venezuela a una confrontación entre amos de escasa estatura, que se asumen herederos de Chávez y una población en parte conformada por los sometidos, debido al soborno sostenido en la menguada riqueza que controlan los pequeños amos y amplios segmentos de la población que siente la obligación de interrogar una historia reciente de frustración y de penuria.

Desastre social

De un Estado orientado por el empeño de una procuración del goce con una inclusión precaria de la justicia social, se pasa a un Estado orientado por la intención de satisfacer las necesidades básicas para la supervivencia, desconociendo la dimensión del goce. Resultado: un desastre social, desconocimiento del goce vital de cada uno y confrontación con la imposible justicia social para todos.

Diferencia de los goces, igualdad social, ¿paradoja de base de la dimensión individual-colectiva del humano, que llama a soluciones políticas razonadas, ante las fallidas y alienantes soluciones partidistas? Pregunta ahora posible de ser planteada, para mí, gracias a las proposiciones recientes de Miller.

Exilio

Lo invisible del desastre social deja para muchos el exilio como salida. Es una huida forzada donde lo incierto define gran parte del nuevo Estado, donde la inserción está expuesta a lo contingente, donde el lazo social implica asumir pérdidas de todo tipo y con la esperanza de un regreso cercano. Para no pocos venezolanos de hoy esta alternativa se presenta como un pasar la frontera. ¿Qué significa este paso? ¿En busca de qué? ¿Qué del nuevo lugar?

Procedencias sociales

Lo invivable del desastre social, no es una experiencia exclusiva de un sector de la población venezolana, es una experiencia de muchos, no importa su procedencia social. Lo

sabemos hoy de viva voz a través de los exiliados que llegan a Colombia: médicos jóvenes bien formados que huyen de la desesperanza; trabajadores manuales que huyen del hambre; mujeres que conocieron goces en tiempos de alguna bonanza y que hoy quisieran reencontrar alguna huella de pasados distintos... Colegas, psicoanalistas de la NEL, que en el exilio geográfico, no dejan de estar en un mismo país, el país del psicoanálisis.

Venezuela en el consultorio del analista en Colombia

Al arribar al borde de lo intolerable, la pulsión de vida empuja hacia un lugar donde poder construir una existencia digna. Y donde alojar la angustia. Se produce así el encuentro de un sujeto, venezolano, con una analista, colombiana, en Medellín. Es el caso de A. La desesperanza que le condujo al exilio se funda en la inseguridad generalizada que obliga al encierro, en la falta de abastecimiento de recursos mínimos para la subsistencia, en una remuneración como médico especialista que le obliga a trabajar en cuatro lugares distintos para conseguir el sustento, en la imposibilidad de darle solidez a un proyecto de una familia propia, que incluya un hijo al cual poder ofrecerle oportunidades al deseo. Atraviesa la frontera con la ilusión de hallar un bienestar duradero, pero con la inesperada emergencia del significante “extranjero” que impacta su subjetividad. Se hace visible lo que plantea Miller en su reciente conferencia en Madrid, que “el psicoanálisis no es la experiencia íntima del uno por uno, sin el caos de afuera”.



Lacan Cotidiano



El amo de mañana, comanda desde hoy — Jacques Lacan

nº 13

SUMARIO

La cosa política puesta en otra parte — *Adriana Testa*
Una experiencia herética — *Cristina de Bocca*

AGGIORNAMENTO DE LAS ESCUELAS

Aggiornamento-ECF — *Christiane Alberti*

DEBATE SIONISTA

Israelíes y Jerusalén — *Claudia Iddan*
Respuesta a Claudia — *Susana Huler*

LECTURAS

Lectura de Simone Weil — *Dolores Castrillo*

La cosa política puesta en otra parte

Adriana Testa (Buenos Aires)

Esta Escuela, la nuestra, que hoy se debate *intra* y *extra* muros, es más real.

No sé si puedo dar razones de esta certeza.

Sin duda alguna lo es después del golpe que asestó Jacques-Alain Miller, en particular a la EOL. Retransmitido, sí, pero después de 25 años, no *in absentia* o *in effigie*.

El psicoanálisis a la política es la dirección del vector que trazaron sus palabras en la conferencia de Madrid.

Se me antepone un recuerdo encubridor. Desde pequeña sentía, que cuando en casa se discutía de política, se discutía de otra cosa. Mi padre exaltado, mi abuela irreverente (poco abuela por lo irreverente).

La cosa política introduce abruptamente la identidad y la diferencia con el prójimo que es el próximo, y también con aquellos que no son tan próximos. Es consustancial a la economía de los goces. Freud, sí, pero son Jacques Lacan y la enseñanza de Jacques-Alain Miller los que me hacen posible enunciar así esa extraña percepción infantil. Digo con frecuencia que “Los seis paradigmas del goce” son el *índice razonado* de la teoría de los goces elaborado por Miller. Después dijo algunas cosas más... ¡Sí, sí!

Pues bien, esa certeza me orienta. Nos codeamos, sí, nos codeamos. Compartimos una causa. Sí, por eso nos codeamos, pero hay una distancia considerable entre el codo y la causa. La palabra *causa* me detiene. No hay *causa sui* (primer impacto en mis primeras lecturas), pero hay causa, cosa, caso, algo que cae y se sustrae. No diré más, hay mucho para argumentar y explicar sobre el tema que prontamente vira hacia esa invención formidable y lapidaria que es el Pase. Un paso más sobre lo indecible (*eso indecible*) que vuelve tan frágil lo humano, ese saber inventado por el humus humano que es el inconsciente.

Evito usar la palabra “comunidad” para referirme a la Escuela porque estoy convencida que no se sostiene del atributo de lo común. No hay lo común, hay una causa (*eso indecible*) que nos sostiene en lazos de discursos. Pretendemos junto con Lacan no definir qué es un analista, pretendemos mantener la pregunta abierta. Y organizamos la Escuela bajo ese principio, ponemos en acción ese principio al designar miembros como analistas practicantes, y nominar AMEs y AEs. ¿Quién es *el analista*? ¡Lindo chiste! ¡Vaya brete en el que estamos metidos!

En contra de los pensamientos que se me anticiparon a la salida de la conferencia, me di cuenta que ese elemento discrepante ligado a “la política”, que fue avanzando en la realidad efectiva de las redes sociales y con el rumor, no vela las diferencias ligadas a nuestro “pecado de origen”. No, no las vela (apunto lo que escribo). Ese elemento discrepante es harina de otro costal. Es anterior. Como la carta robada quedó puesto en otra parte.

La creación de la EOL, y muy poco después de la AMP, fue posible por una conquista del olvido. No el olvido del traspié por represión. No. El que se conquista por un deseo decidido de pasar a otra cosa. Hubo acuerdo. Queríamos otra cosa, cada uno desde el lugar donde estaba parado. Lacan, su Escuela y la propuesta de Jacques-Alain Miller por fuera de la referencia local nos enganchó, ¡sí, fuimos llevados de las narices...!

Fue el tiempo 1, tal como Miller lo interpreta. Fundaciones, puesta en marcha, engranajes en pleno funcionamiento, crisis, giros y hoy, 25 años después.

Ni el tiempo fundacional ni el tiempo actual de la EOL son ajenos a “la política” (entre comillas porque hay políticas y los partidos no bastan para explicar ese plural). En el Movimiento hacia la Escuela (años 1990- 1991) y la disolución de los grupos que dieron lugar a la fundación de la EOL, no se puso en juego la cosa política. Se mantuvo callada. Y esos eran los tiempos que corrían en la Argentina. Todavía ocupaba un lugar regulador la sentencia: “Las ideas matan”. Sí, inicios de los 90. A pisar con cuidado, aún podía haber terreno minado. La cosa política fue puesta aparte. Pasaba por la discreción de los divanes. Por allí sí pasaban sufrimientos, dolores, resignaciones, broncas, resentimientos, amores, odios... en fin, el humus humano... A la altura del psicoanálisis de la orientación lacaniana.

Mirando para atrás, ¿eran tiempos (de éste y del otro lado del Atlántico) para sacar banderas o para seguir el deseo que nos animaba en relación a la causa del psicoanálisis, de hacerlo existir bajo condiciones nuevas? Ese deseo (¿Cuál? ¡Vaya uno a saber! En todo deseo hay luces y sombras. La transparencia y la medida no son cualidades del deseo...), la insistencia de

ese deseo que nos cambió la vida dejó a un lado las diferencias que irremediablemente pone en juego la cosa política.

Pero, hoy, estamos en otro tiempo. Los vientos que corren, aquí y allá, son otros. Son vertiginosos y corrosivos. Perentorios. Han cambiado el aire que respirábamos y más de una vez nos dejan con poco aire.

Hoy, en la EOL, la cosa política golpea desde dentro. Esta vez, Jacques-Alain Miller juega con esa carta en la mano. Cuánta veces dijimos: ¡Es un hombre político! ¡Es su rasgo! Nos llenamos la boca diciendo cada día de nuestros días cotidianos: clínica y política. Sí, la del psicoanálisis. De acuerdo. Pero en el año 2003, Jacques-Alain Miller dio un curso en el que planteó la apuesta irreversible de llevar la práctica del psicoanálisis a un lugar *oracular*. Hoy cuando es epidemia —dijo— demos un giro de timón. Demos otra vez un paso contra la modernidad. Antimoderno. Hagamos un esfuerzo de poesía. No omitamos la referencia política de ese llamado. A renglón seguido, formuló allí mismo *la acción lacaniana*, efecto de la interpretación analítica por fuera de los muros de la transferencia.

Es la política milleriana. Sí. En eso estamos (o no para quienes así no lo quieran). Tendremos que revisar nuestras diferencias, nombrarlas como podamos. Pasar a otro estado de cosas. Me reconozco parte de la Escuela del tiempo 1 y de la que vendrá; y me anima el deseo de pasar este *impasse* dando lugar a la cosa política, tratándola analíticamente entre los que nos reconocemos parte de este conjunto. *Analíticamente*, es decir, en razón del psicoanálisis y de la Escuela de la Orientación Lacaniana.

Una experiencia herética

Cristina Martínez de Bocca (Córdoba)

En la Conferencia en Madrid, la mirada de JAM respecto de la EOL, fue una mirada que avergüenza. Escuchando a los colegas, me preguntaba : ¿Y en Córdoba? ¿Cuál es la lógica que conduce la vida de nuestra Sección? ¿Es la misma la de antes que la de ahora? ¿Estamos en un momento de retorno de aquellos momentos oscuros ¿Hay el “Freud, Lacan y yo”? ¿Las afinidades políticas obstaculizan? ¿Los colegas no son invitados porque son de este o aquel partido político?

Al borde de la disolución

Fue muy difícil aprehender la escuela como experiencia subjetiva. La Sección Córdoba de la EOL era joven aún y la virulencia de los fenómenos grupales llevó a una crisis, peligrosa para la vida de la Escuela porque ninguno de sus miembros estaba en posición de conducirla, al punto de que el Campo freudiano estaba dispuesto a aceptar grupos en Córdoba, lo que implicaba la disolución de la Sección. ¡Creíamos que la escuela era tan fuerte que podía aguantar todo! Tocamos fondo. Unos años antes habíamos dejado de ser “almas en pena” (JAM) al consentir a la Escuela. Apenas unos años después, perdíamos el rumbo. Nadie nos hace más mal que nosotros mismos.

La deuda con JAM

No era posible atravesar esa crisis sin JAM. No nos forzó a desprendernos de los amores y odios que nos atravesaban, tanto a los “ángeles” como a los “demonios”. Su *Alea jacta est* dirigido a nosotros, puso por delante nuestro futuro y a cada uno ante nuestra responsabilidad. Surgió lo que nos aturdía: “Desdichados que están en pugna con un real cuyo poder los desborda y los arrastra” (1). Es lo que atraviesa los grupos. De esa crisis aprendí que la Escuela es “frágil como una flor”, que ir ciegos hasta las últimas consecuencias sin dejarnos parar por lo real, nos enreda más y no sabemos hasta dónde nos lleva. Que no hay inmunidad adquirida contra la pulsión de muerte, que esos momentos oscuros vuelven con diferentes máscaras de acuerdo a cada institución, a cada ciudad, a cada país. Esa crisis marcó un antes y un después para la comunidad cordobesa. No se juega con el “fuego frío” de lo real como niños desvergonzados y omnipotentes.

La Escuela sujeto

Quedó en mí una marca que me despierta, cierta atención a signos que podrían indicar que —en la tensión esperable entre el discurso del amo y del analítico— la escuela empieza a “girar al revés del discurso analítico”. A que el amor que nos une sea un poco más digno, a cuidar que el éxito del Instituto (para el cual también trabajo) no devore a la Escuela, a advertir cada vez, que el padre puede ser confundido con el S1, ese del que no pasamos (2). Esas preguntas de ayer tienen vigencia hoy. El Psicoanálisis cuestiona al proverbio chino que dice que “la experiencia es una linterna colgada en la espalda”: la experiencia subjetiva de la Escuela es herética, es decir, viva.

1: ¿Por qué la Escuela respira mal?

2: *Conversación sobre el Significante Amo*, editado por la AMP.

AGGIORNAMENTO DE LAS ESCUELAS

Aggiornamento – ECF

Christiane Alberti (París)

La perspectiva de un *aggiornamento* democrático a partir del debate estimulante que nuestros colegas de la SLP, Miquel Bassols y Jacques-Alain Miller han puesto en marcha, encuentra una realidad efectiva de nuestras escuelas y se entrecruza con cuestiones debatidas en la ECF. Ella emprende una reflexión a la vez crítica y pragmática a favor del Año Zero del Campo freudiano.

Lo abordaré desde el punto de vista de la experiencia de la Escuela en la ECF en tres puntos, más una conclusión.

- El Uno y lo múltiple.
- La jerarquía y la red.
- Inclusión e invención.

El Uno y lo múltiple

La Escuela está presente en las regiones a través de la presencia de sus miembros pero también de la estructura ACF. ¿Cuál es la estructura regional de esta presencia? El delegado regional que es el responsable local de la Escuela no representa a su ACF ante la escuela, sino que más bien él es el delegado de la Escuela ante la ACF, estructura conforme al Uno de la Escuela, todo lo contrario de una opción localista (*nosotros* y *ellos*). Describo aquí la estructura institucional, que implica instancias (las de la delegación regional), reglamento y principio de permutación. Sin embargo, la presencia de la Escuela en las regiones, si ella está en el principio de una política, no se encarna en todas partes de la misma manera y cada región de Francia debe considerarse desde este punto de vista una a una. A este respecto las ACF son múltiples.

En las regiones hay presente otra lógica, que reposa sobre la referencia (la transferencia) a una autoridad auténtica, encarnada frecuentemente por un o una colega. Nos dirigimos con gusto a este colega como encarnando esta autoridad, para consultarle sobre una u otra cuestión de la vida de la Escuela en lo local. Sin duda, los estilos varían, y esta autoridad no se ejerce en todas partes de la misma manera.

La jerarquía y la red

La Escuela es ciertamente un aparato asociativo pero es también y sobre todo la comunidad viva, enraizada en una realidad efectiva, que se integra a partir de un deseo. Los dispositivos organizativos e institucionales deben ser sólidos y perennes para permitir mejor el movimiento de las iniciativas individuales que hacen de la Escuela una realidad viva y una presencia en la vida de cada uno, alrededor de la cual gravita el deseo de análisis.

Cuando las instancias funcionan con estabilidad, vuelven posible un trabajo de Escuela que estimula las iniciativas individuales según una organización menos centralizada. A este respecto, es importante poner todas las energías y animar las iniciativas, incluso sostenerlas. Hay mucho que hacer para que el psicoanálisis tenga el sitio que le corresponde en el mundo.

La organización piramidal y centralizada de la Escuela es necesaria, pero debe dejar todo su lugar a la dimensión horizontal de su organización. Las nuevas generaciones son especialmente sensibles a ello porque esta estructura en red está en la onda de la época: “La innovación ganó la mano a la tradición -como dijo Jacques-Alain Miller: el porvenir prima sobre el pasado, la red sobre la jerarquía y lo horizontal sobre lo vertical”.

Inclusión e invención

Cuando estalla un conflicto, ¿qué pasa en la ECF? Los casos recientes no eran en ningún punto parecidos al debatido en Italia, hasta el punto de acabar en una separación. Mi experiencia es que los colegas se dirigieron espontáneamente al Directorio, como a un Otro con el que se puede hablar. Los colegas apelan a esta instancia como a un lugar donde el conflicto puede tratarse. Hasta ahora, esta petición no fue objeto de una comisión específica.

¿Qué quiere decir “tratarse”? Se trató de no intervenir en un conflicto interpersonal sino de encontrar una salida que hiciera sitio a iniciativas nuevas. Esto compete a la invención: inventar una actividad, una función, y velar porque éstas permanezcan dentro de la escuela y de su orientación. La inclusión prima aquí sobre la exclusión.

¿Hay que formalizarlo más? Sin duda, si la cosa cristaliza y no se encuentra salida.

Si se establece una instancia o una dirección formalizada, deberá prestarse especial atención a un principio de inclusión que favorezca el movimiento hacia el Uno de la orientación lacaniana sin que el paradigma “tendencias, grupos, multipartidismo” lo conduzca. Ella participaría de la conversación continua y necesaria entre los psicoanalistas.

Esto supone un Eros unitario, como una finalidad de orden superior. Un Eros que pide ser mantenido, inflamado a veces. En resumen, esto no se mantiene con pasiones tristes. Convendrá entonces estar atento a los casos donde la tensión entre lo Uno y lo múltiple se ejerce en el servicio de un poder y no de una política.

DEBATE SIONISTA

Israelíes y Jerusalén

Claudia Iddan (Jerusalén)

Yo soy judía, lo sé en mi cuerpo.

Mi colega Susana Huler, como tantos otros en todo el mundo, tiene la costumbre, diría, de utilizar el término de judíos en lugar de israelíes. Yo rechazo este enfoque con el cual estoy en desacuerdo. Ella ha descrito una primera vez a Israel o más bien a los judíos, y en particular a los que forman parte del gobierno, de manera un poco caricaturesca por la vía del ensamblaje de un esmoquin con unas pantuflas. La segunda vez fue durante una actividad que trataba de la democracia, esta vez de judíos y de democracia. Evidentemente hay judíos en Israel, pero considero que a partir del momento en que se habita este país se deviene ciudadano israelí y en consecuencia se habla del conflicto israelí-palestino y no judío-palestino.

En la situación actual el hecho de poner el acento sobre el término de judío volvería aceptable el argumento del partido nacional-religioso en su insistencia en querer subrayar el carácter judío del Estado creando de esta manera una línea política cuyo resultado desembocaría en una segregación entre diferentes poblaciones. Esta argumentación se opone radicalmente a la Declaración de Independencia que establece la igualdad de derechos a todos los ciudadanos “sin ninguna diferencia de religión, raza o sexo”. Si se tiene en cuenta igualmente el hecho de que los extremistas religiosos elevan la Ley judía al rango de Ley del Estado y que los ultranacionalistas buscan imponer límites territoriales basados en los textos bíblicos, lo que se llama el “Gran Israel”, es esencial mantener un discurso que tenga en cuenta los derechos cívicos separando el Estado y la religión con el fin de proteger los principios de la democracia y de la libertad de expresión.

La democracia se aplica también a las relaciones con el otro, ya se trate de los derechos de los ciudadanos del país o de los derechos de otro pueblo, como es el caso en esta región. En el conflicto que vivimos se trata de los derechos de dos pueblos. Conviene recordar aquí que se trata de dos pueblos de Oriente Medio, histórica y culturalmente alejados de Europa y de América, incluso si ellos mismos se definen como occidentales. Los cincuenta años de conquista territorial plantean ciertos puntos de capitón alrededor de acontecimientos pasados. Hoy es posible leer artículos que esclarecen estos acontecimientos así como la política del gobierno israelí justo después de la victoria de la Guerra de los Seis Días y su decisión de anexionar los territorios, en

particular los de Jerusalén Este, a pesar de las leyes internacionales. Devenida accesible, esta información nos ha permitido desgraciadamente poner en evidencia las intenciones y el carácter duradero de esta conquista desde el principio. Se sabe el efecto de euforia que el triunfo de la batalla y la conquista de la vieja ciudad causaron. El ejército y el gobierno estaban fascinados por la realización de este viejo sueño del pueblo judío: encontrarse frente al Muro de las Lamentaciones, estar en el corazón de *La Ciudad*. Pero, es evidente que un Muro, una oración no pueden reemplazar a la democracia, ni representar una justificación que “legalice” la conquista.

Así, la ciudad de Jerusalén encarna el síntoma social y político de este país: su ser una ciudad limítrofe *supuestamente unificada* después de estos cincuenta años, su ser la ciudad “Santa” para las tres religiones monoteístas, su ser heterogéneo en relación a sus habitantes: laicos-religiosos-musulmanes y otros grupos étnicos. El estatuto de esta ciudad es la clave de la piedra angular del conflicto y la salida dependerá de su suerte: ¿capital de Israel, capital del Estado palestino, ciudad “dividida” de nuevo o estatuto internacional?

Respuesta a Claudia

Susana Huler (Tel Aviv)

No dije “judío” para referirme a los israelíes. Dije “judío” para referirme a mí misma y a los otros judíos de aquí. Recurrir al humor respecto de mí misma y de los otros judíos me alivia del peso de mi yo y de mi ser judía. No recurriría al humor para referirme a los cristianos o a los musulmanes. Eso no me traería ningún alivio sino todo lo contrario, como ya sabemos.

La separación del Estado y la religión no es tan real en Israel. Es un deber ser, pero no existe fuertemente. Tenemos de ello dolorosos ejemplos: ¿por qué hemos construido una democracia sin una constitución? ¿Por qué ha quedado Israel sin el límite al poder de los gobiernos que una constitución garantiza?

Uno de los motivos es que al declararse el Estado estalló la guerra. Luchar con los países árabes implicó postergar el pensamiento acerca de cómo queremos ser para ocuparnos de existir, sobrevivir.

Pero una vez finalizada la guerra del 48, se decidió postergar la redacción de una constitución para evitar el enfrentamiento con los religiosos acerca del nombre “judío”. Estaba claro que los Fundadores querían un Estado Nación y no un país religioso. Una constitución hubiera encendido el conflicto entre la ley del Estado y la Halajah. Pero no hubo una clara elaboración (que no sé si es posible) acerca de qué implicaba crear un Estado judío.

Hoy en día está más claro que nunca que no hemos de dejar el nombre “judío” en manos de los religiosos. También está claro que el nombre “israelí” no resuelve las diferencias entre las distintas etnias y religiones que habitan nuestro país. Debemos inventar un modo de reconocer y respetar las diferencias sin efectos segregativos. Diferenciar no es segregar. Aunque hay diferencias que implican problemas de muy difícil solución, como la diferencia entre el concepto de nación- Estado, ajeno al Medio Oriente histórico, y el concepto de una vida regida por la Halaja o la Shariah.

Por todo esto no estoy de acuerdo con la propuesta de ver en Jerusalén la llave del conflicto. Mas vale elijo lo que nos aconsejó enfáticamente, en su momento, Antonio di Ciaccia:

¡No empezar ninguna negociación a partir de Jerusalén! Su paso por el Vaticano, creo, lo ha hecho sabio respecto al peligro que encierra la palabra “Dios”.

LECTURAS

Lectura de Simone Weil

Dolores Castrillo (Madrid)

¿Quién fue Simone Weil y porqué elegirla, a propuesta de J.-A. Miller, como una fuente de inspiración para la red Zadig?

Fue alguien inclasificable. Filósofa, mística, pensadora socialmente comprometida, su original personalidad fascina, no sólo por su pensamiento, brillante y difícil de catalogar, sino porque encarnó en su propia vida un compromiso con los más débiles, que difería singularmente del de tantos intelectuales de izquierda, que sólo hablaban desde la teoría.

No debió de ser ajeno a este compromiso la que fue, según ella testimonia, su primera experiencia mística: “En 1935, después de mi año de fábrica, antes de retomar la enseñanza, mis padres me llevaron a Portugal (...). Allí tuve de repente la certeza de que el cristianismo es por excelencia la religión de los esclavos, de que los esclavos no podían dejar de adherirse a ella, y yo me sentí entre ellos”.

Su pensamiento abre una vía inestimable para pensar cómo el psicoanálisis podría incidir en la política desde una posición que no se confundiría con la lógica de los partidos políticos.

Su noción de “luz interior” —una noción compleja, que remite a distintos lugares de la tradición filosófica pero también a la mística— es clave para poder pensar, desde el discurso analítico, una manera de incidir en la política que no responda a la lógica del para todos propia de la psicología de las masas, pues en ella se adivina algo de la lógica femenina del no-todo. Simone Weil opone con rotundidad dos posiciones: la de la sumisión al pensamiento establecido por el partido, lo que en términos de Lacan pertenecería a la lógica del “para todos”, o la fidelidad a los propios pensamientos de quienes se dejan guiar exclusivamente por su luz interior, posición ésta en la que, creo, se adivina una cierta afinidad con el no-todo.

S.W. no duda en colocar del lado de la mentira a aquellos que se sitúan en la lógica del “para todos” y renuncian a la luz interior: “La verdad son los pensamientos que surgen en el espíritu de una criatura pensante, única, total y exclusivamente deseosa de la verdad. La mentira son los pensamientos de quienes no desean la verdad (...) o desean la verdad y además la conformidad con tal o cual pensamiento establecido”. Lo que S.W. entiende por verdad no es ningún enunciado, sino ante todo una posición de enunciación propia del sujeto que desea la verdad sin pensar, y que está separado de las identificaciones que operan en cualquier forma de psicología de masas. “¿Pero cómo desear la verdad sin saber nada de ella? Este es el misterio de los misterios. La luz se recibe deseando la verdad y sin intentar adivinar de antemano su contenido”. La alusión mística al misterio sugiere que para S.W. la metáfora de la luz interior es una metáfora de lo inconceptualizable de la verdad, de lo real que en ella anida y la horada. Este inconceptualizable de la verdad, propio de la mística y de la posición femenina, no permite hacer masa, es lo opuesto a la conformidad con un pensamiento preestablecido de antemano, que es lo que se exige en los partidos, regidos por la lógica masculina del “para todos”. No habría que entender esta contraposición como un maniqueísmo idealizador de la lógica femenina, pues,

—Lacan Cotidiano—

como sabemos, el no-todo participa también de la lógica del “para todos”, pero descompletándola como su suplemento.

S.W. establece una homología entre los partidos políticos y la Iglesia: tanto unos como otros son mecanismos de presión colectiva sobre el pensamiento de cada hombre y de sofocación del espíritu de la verdad, con sus correspondientes amenazas de excomunión.

Los partidos son “máquinas de producir pasión colectiva”, es decir, son máquinas para producir goce. No el goce no-todo de la lógica femenina sino el goce del “para todos”, el goce de la identificación. Y es en función de este goce que los miembros se someten a la presión ejercida sobre cada uno de ellos. Su “servidumbre voluntaria” se funda en este goce.

S.W. afirma que el espíritu de partido ha llegado a contaminarlo todo. Teniendo en cuenta esto, el propósito de incidir en la política desde el discurso analítico debe estar advertido contra un riesgo: el de su utilización torticera para justificar, a sabiendas o no, posiciones de partido previas, que anulen la operación del pensamiento guiado por la “luz interior”.

Lacan Cotidiano

Redactor jefe: Miquel Bassols

Redactora adjunta: Margarita Álvarez

Comité ejecutivo:

Jacques-Alain Miller, presidente

Miquel Bassols, Eve Miller-Rose, Daniel Roy

Lacan Quotidien, « La parrhesia en acte », est une production de Navarin éditeur
1, avenue de l'Observatoire, Paris 6^e – Siège : 1, rue Huysmans, Paris 6^e – navarinediteur@gmail.com

Directrice, éditrice responsable : Eve Miller-Rose (eve.navarin@gmail.com).

Rédacteur en chef : Daniel Roy (roy.etenot@gmail.com).

Éditorialistes : Christiane Alberti, Pierre-Gilles Guéguen, Anaëlle Lebovits-Quenehen.

Maquettistes : Cécile Favreau (Mi-dite) ; Luc Garcia.

Électronicien : Nicolas Rose.

Secrétariat : Nathalie Marchaison.

Secrétaire générale : Carole Dewambrechies-La Sagna.

Comité exécutif : Jacques-Alain Miller, président ; Eve Miller-Rose ; Daniel Roy.

POUR ACCÉDER AU SITE LACANQUOTIDIEN.FR CLIQUEZ ICI.